



Levent Lash/Reuters

À Tunis, le 7 février, au lendemain de l'assassinat de Chokri Belaïd

La rage croissante des femmes arabes

Après l'assassinat de Chokri Belaïd, avocat des droits de l'homme en Tunisie, des artistes, blogueuses et militantes du Maghreb s'alarment de la situation des femmes dans des sociétés où l'intégrisme religieux voit son influence grandir.

Il n'y aura pas de démocratie sans martyrs", assène Souad Frikhech Chaouih, militante féministe membre de l'association des Marocains de France. Mercredi 6 février, l'assassinat de Chokri Belaïd, figure de l'opposition de gauche, a atomisé la transition tunisienne. Adversaire des islamistes depuis la fin des années 80, pendant ses années étudiantes, l'avocat avait fondé le Mouvement

des patriotes démocrates (Watad) en mars 2011 et participé à la création du Front populaire, une coalition de partis de gauche. La mort de Belaïd, auquel les graffeurs rendent hommage sur tous les murs de Tunisie, réels et virtuels, a fait éclater le gouvernement de coalition dominé par le parti islamiste Ennahdha depuis octobre 2011.

Contre l'avis du président de son parti Rached Ghannouchi, le Premier

ministre Hamadi Jebali maintient sa décision d'un remaniement et la mise en place d'un gouvernement de technocrates. Pour l'instant, la trïoka au pouvoir – Ennahdha, le Congrès pour la République, parti du président Moncef Marzouki, et Ettakatol, centre-gauche, font traîner leur démission, s'agrippant à leurs sièges.

Même si les commanditaires ne sont pas identifiés, les gens se sont rendus compte que la tension politique attisée par

Ennahdha et leur bras armé, les Ligues de protection de la Révolution, ne sont pas la solution", estime Souad. L'automne dernier, à son retour de Tunisie, elle était bien moins confiante, évoquant "une régression post-révolution". "J'ai déambulé en juin 2011 parmi les femmes dévoilées qui fumaient et buvaient sur les terrasses. Je suis retournée l'été dernier à Monastir : hormis les touristes, j'étais la seule en maillot de bain sur toute la plage. Toutes les

femmes portaient la tunique alors qu'aucune loi n'a été promulguée en ce sens."

Pression sociale et peur des représailles sont plus efficaces qu'une fatwa. Mais la militante a repris espoir avec le rassemblement qui a accompagné l'enterrement du leader du Front populaire, vendredi 7 février. De la maison natale à Jbel Jloud jusqu'au carré des martyrs du cimetière du Jellaz à Tunis, son cortège a fendu une foule de près d'un million et demi de personnes. Des funérailles mixtes, alors que des salafistes ont appelé à attaquer les femmes si elles se mêlaient au cortège. "Je ne pense pas que ce drame évincera la lutte pour les droits des femmes. Il faut lier les combats démocratiques et féministes, l'un ne se gagnera pas sans l'autre. Ne perdons pas les acquis du code de Bourguiba, éduquons nos filles et ne laissons rien passer sur les droits et la liberté d'expression", déclare Souad.

"Plus que jamais, les droits des femmes sont en jeu." confirme Moufida Fedhila, réalisatrice. Très affectée par la mort de Chokri Belaïd – "un chagrin, une colère, une douleur immenses et la rage de continuer le combat" – son inquiétude grandit. "C'est extrêmement grave, les assassinats politiques publics ne sont pas une tradition tunisienne, même sous Ben Ali. Tout est possible, y compris une guerre civile, comme en Algérie ou au Liban. L'existence de la black-list

des gens menacés de mort est effarante". Également plasticienne, elle est la créatrice de Super-Tunisian, personnage qui tente d'éveiller les consciences et de donner la parole à la rue. Lors d'une performance, elle a été agressée avenue Bourguiba par des hommes aux motivations floues. "Je suis toujours menacée par ces fanatiques religieux. La rue est un terrain doublement miné pour moi, en tant que femme et artiste."

L'artiste résume cette gueule de bois par un slogan apparu dans les manifestations en octobre : "Révolution volée, femme violée, petite fille voilée !" La fin de la révolution, avortée par les discussions sans fin du parti Ennahdha sur la future Constitution, une femme violée par des policiers puis accusée d'atteinte à la pudeur et enfin une petite fille arrivée entièrement voilée de noir à l'école dans un quartier populaire de Tunis, "pour faire comme maman". Autres motifs de colère : la remise en cause de la loi interdisant la polygamie et le mot "égalité" remplacé par "complémentarité" au niveau des relations homme/femme. Des projets abandonnés mais qui ont échaudés les militantes.

"Je n'arrive pas à comprendre comment cela a pu arriver en Tunisie. Pour l'instant, je me limite au travail documentaire car je n'ai pas le recul pour produire de la fiction au ton juste", confie Moufida, qui prépare un projet sur

"la situation des femmes et la mutation de la société grignotée par l'intégrisme religieux". Le cinéma est un métier que les femmes ont investi avec force. Depuis *Fatma 75*, premier long métrage tunisien réalisé par une femme, Selma Baccar, en 1975, elles ont toujours lutté pour avoir accès aux moyens de production. Et c'est une femme, Sonia Chamkhi, qui est à la tête de l'Association des réalisateurs de films tunisiens, instance post-révolutionnaire.

Mais tout ne s'est pas fait sans heurts : en mai 2011, l'Afrikart, un cinéma de Tunis, a été vandalisé car il projetait *Laïcité Inch'Allah*, le documentaire de Nadia El Fani, forte tête du cinéma tunisien. Fille d'un dirigeant du Parti communiste, elle y interrogeait le droit de ne pas respecter le jeûne du ramadan. "Les femmes n'arrêteront jamais de se battre, il y aura toujours des droits à défendre et acquérir. Nous sommes dans un constant rapport de force avec les islamistes. Ils se posent en victimes du système politique mais les deals entre eux et les gouvernements font partie de la vie depuis très longtemps au Maroc et en Tunisie", rappelle Zineb Tazi, journaliste marocaine.

Sarah Ben Hamadi a appris à composer avec l'hypocrisie. Blogueuse depuis 2008, elle a toujours écrit à visage découvert. "C'était le seul espace de liberté malgré la censure qui sévissait. Mon blog

en a d'ailleurs fait les frais en mai 2010. À l'époque de Ben Ali, beaucoup de blogueurs étaient sous pseudonyme parce que nous étions tous surveillés. Certains ont été arrêtés. Après la révolution, la parole a été libérée, tout le monde s'est exprimé." Et la guerre de la communication a commencé. "Les réseaux sociaux et le blogging sont devenus des plates-formes de communication. Presque tous les ministères ont leur page Facebook aujourd'hui, tout comme les partis politiques. Mais aussi des pages propagandistes ou complottistes. C'est asphyxiant parfois : rumeurs, intox, bref, une 'Facebookratie', comme disent certains."

En veille sur internet et dans la rue, au cœur du chaos, Sarah ne partira pas : "C'est un choc terrible pour nous, mais j'espère qu'il réveillera les consciences et unira toutes les forces démocratiques du pays pour un nouveau départ. Ce pays mérite qu'on se batte." Dans sa mémoire, bien vivace, les mots de Basma Khalfauui, veuve de Chokri Belaïd, "admirable et qui force le respect" : "Pleurer, j'aurai le temps. C'est pas grave. Maintenant il faut lutter."

Des élections devraient suivre. En attendant le calendrier officiel, Souad a son ultimatum : le Forum social mondial qui aura lieu à Tunis fin mars. "Si tous les colloques et les performances se passent bien, sans perturbations, les démocrates auront gagné." **Laure Siegel**

événement